

APPEL

de la Commission Exécutive Fédérale

des 27 et 28 juin 2012

En France, les élections présidentielles et législatives ont révélé une forte aspiration au changement.

Par ses propositions, la CGT a pris toute sa place dans ce combat pour une autre politique économique.

Pourtant la concrétisation de cette aspiration à un véritable changement de politique ne sera pas automatique. L'intervention des salariés sera déterminante.

La déception des salariés devant l'insuffisante augmentation du SMIC est révélatrice des attentes.

Le compte n'y est pas. Dans nos professions des mouvements éclatent, révélateurs d'un profond ras le bol.

Depuis des années, nos employeurs, qu'ils soient de la mutualité, de pôle emploi, des régimes de Sécurité sociale, de l'aide à domicile, des groupes de protection sociale, multiplient la casse des emplois, du service public, des conventions collectives.

Bas salaires riment avec dégradation des conditions de travail.

Restructurations, fusions, régionalisations, mutualisations... se succèdent à un train d'enfer. Les salariés pressurés, méprisés, n'en peuvent plus.

Mais les salariés se rebiffent...

Dans la Mutualité

A l'instar du MEDEF, les employeurs préconisent fermeture des centres de santé (comme dans les Ardennes, plan social en région parisienne, dépôt de bilan dans les Bouches du Rhône).

Ce sont les salariés et les usagers de ces centres qui font les frais de cette politique.

Après plus de 500 jours de lutte opiniâtre, les salariés du Grand Conseil de la mutualité résistent toujours.

Ils se battent avec acharnement pour la défense de leur emploi, de leur outil de travail et pour le droit à l'accès aux soins des plus défavorisés.

Dans l'Aide à Domicile

Le manque de financement et la nouvelle convention collective unique font des ravages et fragilisent les emplois et les associations.

Les luttes s'organisent, les manifestations se multiplient. Dans plusieurs départements (Tarn et Garonne, Vosges, Ardèche), des avancées ont été obtenues.

La manifestation du 5 juin 2012 à Lyon a réuni 1.600 manifestants, salariés et usagers, sous la bannière CGT pour rétablir les plans d'aide de la CARSAT aux personnes âgées de Rhône-Alpes. Une première victoire a été obtenue avec un financement supplémentaire accordé par la caisse nationale.

D'autres actions se sont déroulées à Metz le 25 juin, en Loire Atlantique le 28 juin 2012.

Dans les Missions locales

Nous avons assisté à une sinistre première dans l'histoire de ce secteur: la liquidation de la mission locale de Woippy (Moselle). C'est le sénateur maire (UMP) président de la mission locale qui a décidé de saborder ce Service Public de l'accompagnement et de l'insertion des jeunes en supprimant les subventions. Cette décision fait suite à près d'un an de conflit dans cette mission locale et au refus par le président de toute négociation. C'est un service public que l'on supprime avec 18 licenciements à la clé.

Dans la Sécurité sociale

A la Caf des Bouches du Rhône, la présentation du projet de réaménagement de l'offre de service qui prévoit la fermeture temporaire ou définitive d'accueil et de maisons sociales a été l'élément déclencheur d'un mouvement de grève qui aura duré plus d'un mois.

Tout au long de ce conflit, la Direction locale et la Caisse nationale se sont opposées de fait à toute réelle avancée. Pour autant en votant le 29 juin, contre la signature du protocole et la suspension du mouvement, les salariés réunis en assemblée générale ne se considèrent pas vaincus.

A Marseille comme partout, la mobilisation doit grandir, s'élargir, les salariés doivent se faire entendre.

La protection sociale est en danger. Quel que soit le secteur, les salariés de nos professions sont en souffrance.

Cette situation de casse de l'outil protection sociale que nous dénonçons depuis de nombreuses années a atteint son paroxysme ces 10 dernières années.

Différents courriers ont été adressés à la nouvelle ministre de la Sécurité sociale et de l'action sociale et au Ministre du Travail.

Il serait intolérable que les ministres chargés des secteurs relevant de la protection sociale ne reçoivent pas la fédération représentant les personnels.

Il y a urgence. L'heure ne peut être à l'attentisme. Le Projet de loi de financement de la Sécurité sociale va venir en débat au parlement dès la fin septembre.

- ⇒ **Il y a urgence**, dans le Régime général, le RSI et la MSA à casser la mécanique infernale des conventions d'objectifs et de gestion signées entre l'Etat et les caisses nationales.
- ⇒ **Il y a urgence** à contraindre les employeurs de l'aide à domicile à négocier une nouvelle convention collective qui réponde aux revendications des salariés.
- ⇒ **Il y a urgence** à ce que les employeurs mutualistes cessent leur politique de démantèlement des œuvres sociales,
- ⇒ **Il y a urgence** à redonner à Pôle emploi les moyens de fonctionner et d'accompagner les demandeurs d'emplois,
- ⇒ **Il y a urgence** à gagner des augmentations de salaire dans toutes nos professions,
- ⇒ **Il y a urgence** à stopper les fusions, mutualisations, restructurations,
- ⇒ **Il y a urgence** à modifier en profondeur les modes de gestion de nos organismes, institutions et associations pour revenir à des modes de gestion véritablement soucieux des assurés, allocataires et demandeurs d'emplois,
- ⇒ **Il y a urgence** à cesser de supprimer des emplois et à embaucher pour permettre à toutes nos professions de remplir l'intégralité de nos missions.

La CEF appelle les syndicats à mettre à profit la période estival pour :

- Débattre avec les salariés de la nécessité et des formes d'action,
- Alerter les élus (députés, sénateurs) sur la situation de nos secteurs professionnels. Pour ce faire nous proposons de reprendre les courriers de la fédération en les complétant des exemples locaux,
- Exiger des ministres qu'ils reçoivent la fédération,
- Interpeler les employeurs, les conseils d'administration.

La CEF a décidé d'inviter les militants à participer le plus largement possible à des réunions régionales afin de se mettre en capacité de décider dès la commission exécutive des 13 et 14 septembre 2012 des actions à mettre en œuvre.

Dans cette perspective des rendez vous sont déjà pris.

Des rencontres nationales de syndicats sont programmées :

- les Caf le 25 septembre 2012
- les salariés de l'Aide à domicile les 10 et 11 octobre 2012.
- Dans les établissements médicaux sociaux les syndiqués CGT ont rédigé un « livre blanc ».

La CEF propose de faire du 12 septembre 2012

Une première journée nationale d'action :

- ⇒ **déclinée en territoire,**
- ⇒ **ponctuée dans tous les départements par des conférences de presse, et des actions en direction des parlementaires, des représentants locaux des pouvoirs publics.**

**Nous appelons les syndicats d'Ile de France
à venir nombreux manifester
devant l'Assemblée Nationale le 12 septembre à 15h
pour faire entendre nos revendications.**